



Déclaration liminaire intersyndicale au Comité Technique Local du 29 mars 2018

Monsieur le président du CTL,
Mesdames et Messieurs les Chefs de services,

Tout d'abord, nous regrettons que Monsieur BRUNET ne soit pas présent, alors qu'il est personnellement visé par le taux extrêmement important de grévistes dans le Val-de-Marne, les agents de tous grades n'en pouvant plus de sa maltraitance !

Mais, comme d'habitude, dans le Val-de-Marne tout va bien : la preuve avec un taux 44,66 % de grévistes, il n'y a pas d'inquiétude de la part des agents sur leur avenir ?! Tout cela en ne comptant pas les collègues qui ont pris un jour de congé pour éviter la sanction d'un jour sans paye ou que dame providence ne permet pas de faire grève tant leurs finances sont compromises. Ce taux est supérieur aux taux national et régional. Et non, la vie dans le Val-de-Marne n'est pas un long fleuve tranquille !

Vous nous avez avoué qu'à votre arrivée vous aviez un plan de restructuration sur 10 années. Mais... silence complet sur ce plan, chaque année vous nous dévoilez petit bout par petit bout son contenu, ce qui n'est pas anxiogène pour les agents ?! La preuve 53,06 % des cadres B et 48,37 % des cadres C ont fait la grève. « C'est une révolte, non Monsieur le Directeur, c'est une révolution ».

Vous ajoutez aux déclarations du gouvernement une anxiété supplémentaire et inutile.

Lors des Heures Mensuelles d'Information ou visites de site, la question du devenir du service est plus que récurrente !

Le changement des règles de mutation pour 2020 n'est pas pour améliorer le moral des troupes. Surtout si les restructurations continuent à ce rythme : toutes et tous ALD Val-de-Marne. On peut reprendre la chanson des Charlots « Merci patron, quel bonheur de travailler pour vous... » !

Pour motiver les agents, on a gelé le point d'indice, c'est plus efficace pour les réduire à la misère. On a réduit les promotions internes et externes au concours pour éviter le questionnement de son avenir au sein de la DGFIP. En marche arrière TOUTE, on recule plutôt dans le 19^e siècle. Dommage, On est dans le 21^e !

Dans le département, on a perdu pas loin de 500 postes depuis 2010. C'est plus facile pour permettre des restructurations que l'on présente comme salutaires pour les agents ?!?

Dans les services des missions sont laissées à l'abandon :

- à l'exemple du CHD (Contrôle hiérarchisé de la dépense) que l'on paramètre pour ne plus avoir à le faire réellement ;

- les secteurs d'assiette où certaines listes ne sont plus traitées ;

- les SIE remboursent la TVA sans aucun contrôle ;

mais, d'après Monsieur le Directeur, « tout va très bien, tout va très bien... » et pourtant, il faut que l'on vous dise : il vous faut quoi de plus, pour réagir... dans le bon sens bien sûr ?!?

Le comité CAP 2022 nous promet du sang et des larmes : des missions de service public purement et simplement abandonnées ou bradées au privé. Il est dommage que l'on ne regarde pas l'exemple de la Poste, avec chronique d'un naufrage annoncé à la DGFIP !